



L'informatique mondiale redémarre en douceur

Après deux ans de crise profonde, le marché informatique mondial semble retrouver le sourire. Les États-Unis, l'Asie, et l'Europe en général devraient connaître, en 2004, des croissances supérieures à celle attendue en France.

En apprenant que près de un DSI sur deux aux États-Unis prévoit d'augmenter ses dépenses informatiques dans les prochains mois et que les ventes de semi-conducteurs en Asie devraient grimper de plus de 26% cette année, on est en droit de miser sur un retour à la croissance pour la planète informatique hexagonale. Mais est-ce si sûr ?

Période de test pour l'économie des TIC

01 Informatique a pris soin d'étudier les perspectives du marché high-tech dans les principales régions économiques du monde : États-Unis, Europe, et Asie. A première vue, le constat reste plutôt encourageant, puisque les observateurs spécialisés de ces différentes zones pronostiquent une certaine reprise des investissements consacrés à l'informatique. Ce qui s'avère, à coup sûr, une bonne nouvelle pour les entreprises du secteur - SSII, éditeurs de logiciels, constructeurs, etc.

Mais reste à savoir si l'économie des technologies de l'information (TIC) passe réellement les frontières, et si un mouvement de hausse enregistré sur un continent se propage aux autres régions. A vrai dire, les prochains mois constitueront une période test à grande échelle. Après les folies de la bulle internet, puis les gueules de bois des années qui ont suivi, on devrait retrouver un marché informatique plus serein. Les bienfaits que l'on peut tirer d'un usage réfléchi des TIC ne faisant plus débat dans les entreprises, le secteur de l'informatique a des chances d'assister à l'aube d'une ère majeure du développement industriel.

Or, le tour d'horizon planétaire que brosse ce dossier réalisé par la rédaction de 01 Informatique souligne la frilosité persistante qui semble affecter les sociétés françaises. Au point que Syntec Informatique se contente de viser une modeste hausse de 2 à 4% des activités de ses membres pour 2004. « On a passé la période d'attentisme

et les années 2002-2003, qui ont conduit à la réduction de nos effectifs de 15% », confie Vincent Billiet, directeur du développement de la SSII Teamlog. *Aujourd'hui, les nouveaux contrats nous permettront de recruter quelque quatre cents ingénieurs et chefs de projet au cours de cette année.*

Stagnation des effectifs dans les DSI

Soit une reprise enfin génératrice de croissance d'emploi ? Ce qui serait plutôt satisfaisant. Même s'il faut prendre garde à ce que ces créations de postes ne s'effectuent pas seulement dans le cadre de programmes de délocalisation. Car si l'Association pour l'emploi des cadres (Apec) salue dans son enquête annuelle, publiée la semaine dernière, le fait que les informaticiens fassent partie des rares profils spécialisés à être très mobiles, l'externalisation à des prestataires étrangers constitue une menace pour leur avenir. « En termes de perspectives économiques, le modèle de croissance adopté à la fin des années 90 - croissance riche en emploi, un peu moins en productivité - semble plus à même de correspondre à notre futur environnement que celui des années 80 - forte hausse de la productivité, faiblesse de l'emploi », estime Alexandre Bourgeois, analyste chez Natexis Banques Populaires.

Pourtant, ce scénario ne semble pas correspondre aux réponses émanant des trente DSI et directeur des achats de grands groupes interrogés ces jours-ci par la place de marché Hitechpros.com. La plupart d'entre eux (88%) s'attendent, d'ici à la fin de l'année, à une stagnation des effectifs de leurs DSI en France. Ils sont 6% à prévoir une diminution du personnel, et 18% lorsqu'il s'agit du premier semestre 2005. Des données qui obligent tout de même à aborder les prévisions de croissance française avec beaucoup de modestie.

Nicolas Arpagian

LE MARCHÉ FRANÇAIS DE LA PRESTATION INFORMATIQUE RESTE CHAOTIQUE



Ces données représentent le volume traité par la place de marché professionnelle Hitechpros.com, qui met en relation quelque 2 200 SSII, 1 900 donneurs d'ordres, 4 500 indépendants, et 2 150 organismes de formation.



1. La France amorce sa sortie de crise

Tous les signaux sont au vert. Mais la croissance modeste du marché des services informatiques ne laisse espérer qu'une relance différée.

L'embellie se confirme pour l'industrie informatique hexagonale. L'augmentation des volumes d'affaires, l'amélioration du taux d'activité des SSII et la stabilisation des tarifs sont quelques-uns des signaux favorables qui donnent confiance aux acteurs du marché. « Ce que nous avons vécu depuis cinq mois nous conforte dans l'idée d'un retour progressif à la croissance en 2004 », assène Jean Mounet, président de Syntec Informatique. Le syndicat des sociétés de services et des éditeurs de logiciels n'entend donc pas infléchir les prévisions publiées en mars dernier pour le marché des logiciels et des services. Il table sur une reprise de la croissance du secteur – certes modeste – de 2 à 4%, après deux années consécutives de recul. Respectivement, -3 et -5% pour 2002 et 2003. Ces prévisions sont basées sur une hypothèse d'augmentation du produit intérieur brut de 1,7%.

Un regain d'optimisme justifié par les résultats des SSII

Les résultats publiés par les grandes sociétés de services informatiques au premier trimestre de cette année participent à cette confiance affichée par le syndicat. Ils expliquent plus généralement le regain d'optimisme au sein de la profession. Les grandes SSII font toutes état d'un taux d'activité largement supérieur à la même période en 2003 et d'un volume d'affaires en croissance. En particulier dans l'assistance technique,

dépressionnaire les deux années précédentes. Steria a enregistré une croissance organique de 6,6% au premier trimestre en France. Sopra a publié un chiffre d'affaires de 148,7 millions d'euros, en hausse de 6,9% à taux de change et périmètre constants. Même Capgemini évoque un retour à une saisonnalité normale.

Les nouveaux projets tardent à voir le jour

En corollaire, les plans de recrutement redeviennent ambitieux. A l'image de celui dévoilé récemment par Sogeti-Transiciel, qui prévoit d'embaucher 2 500 personnes cette année. Un niveau auquel le secteur n'était plus habitué depuis 2001. S'ajoute à cela la hausse de l'achat de matériel, déjà sensible l'an dernier. « Le marché des PC est sur la voie de la reprise. Principalement en raison du renouvellement technologique, car les entreprises n'ont pas modifié leur parc depuis trois ans. En outre, on assiste à une ouverture de l'exploitation vers les portables », remarque Jean-François Perret, président de Pierre Audoin Consultants.

Selon les estimations de Gartner Dataquest, la croissance des ventes de PC serait de 18% cette année par rapport à 2003, et de 18,4% pour les serveurs au premier trimestre 2004. Après un début d'année au ralenti, les progiciels applicatifs – PGI, gestion de la relation client, etc. – devraient voir leurs ventes redémarrer au second semestre. Peut-on pour autant évoquer une véritable re-

POINT DE VUE

« Une amélioration progressive nettement sous contrôle »



JEAN-FRANÇOIS PERRET, président de Pierre Audoin Consultants

L'ensemble des SSII a retrouvé un taux d'activité normal. C'est-à-dire que, si l'on élimine l'effet congés, ce taux se situe aux alentours de 90%. On constate également une légère reprise du turnover. Cela dit, il s'agit d'une amélioration progressive, et non d'une explosion. Qualitativement, cette amélioration est liée à un « entretien dynamique » des systèmes d'information. Toutefois, il n'y a pas encore de reprise des nouveaux investissements – en gestion de la relation client, par exemple –, excepté dans le secteur public. Les entreprises améliorent l'existant plutôt qu'ils n'engagent de nouvelles dépenses.

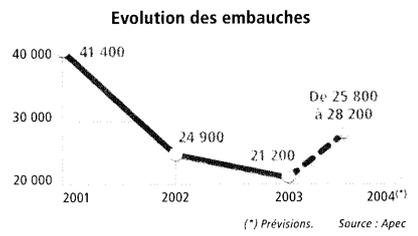
L'incertitude liée à l'environnement économique et géopolitique international peut expliquer cette prudence. L'absence de reprise massive des nouveaux projets tient aussi à une contrainte budgétaire qui reste forte pour les DSI. On peut donc parler d'amélioration progressive nettement sous contrôle. Le retour à une croissance de 10% n'est pas envisageable pour l'instant, compte tenu de l'environnement économique. L'autre paramètre bloquant est « l'effet prix de bas niveau ». Ces derniers repartiront d'autant plus à la hausse que la reprise sera forte. On entrerait alors de nouveau dans le cycle vertueux que l'on a connu : la loi de l'offre et de la demande jouerait alors à plein au niveau de l'emploi, et les services achats des entreprises perdrait un peu de leur pouvoir. On peut considérer que l'effet prix disparaîtra quand la croissance du marché passera la barre des 5%.

prise ? Des faiblesses subsistent : les nouveaux projets tardent à voir le jour, les processus de décision des clients demeurent toujours aussi longs. Avec, aussi, une inconnue : l'évolution des tarifs dans les mois à venir. Après deux ans de baisse drastique des tarifs, la négociation à bas prix freine le redémarrage. « Il faut générer quasiment deux fois plus de volumes d'affaires pour atteindre

les mêmes revenus que précédemment », souligne Francis Meston, président d'EDS France. Le marché doit donc s'attendre à retrouver le cycle vertueux, où la croissance engendre pénurie d'informaticiens et hausse des tarifs. Le marché de l'informatique en France présente davantage les signes d'un début de convalescence que ceux d'un véritable processus de reprise. **Olivier Discazeaux**

Les indicateurs

► Recrutement : un redémarrage patent



Les prévisions de recrutement sont largement à la hausse. Le regain d'activité des SSII explique en grande partie ce phénomène. L'informatique est ainsi, selon l'Apec, la fonction qui enregistre la plus forte croissance – soit 30% d'offres supplémentaires entre le premier trimestre 2004 et son équivalent de 2003. Cela dit, l'organisme estime à un quart le nombre d'offres d'emploi en informatique ne donnant lieu à aucune embauche. Le mode de recrutement des SSII, grandes pourvoyeuses d'emploi, explique ce phénomène : elles lancent des recrutements pour répondre à des appels d'offres et peuvent les abandonner si le contrat n'est pas décroché.

► La dépense informatique retrouve son niveau de 2002

LA RÉPARTITION DE LA DÉPENSE (EN MILLIONS D'EUROS)

Postes budgétaires	2002	2003	2004
TOTAL	69 400	68 415 ↘	70 120 ↗
Personnel interne	20 350	20 850 ↗	21 450 ↗
Matériels	10 750	10 400 ↘	10 607 ↗
Total logiciels et services	27 390	26 365 ↘	27 363 ↗
- Maintenance	1 848	1 802 ↘	1 793 ↘
- Progiciels systèmes/outils	3 255	3 314 ↗	3 424 ↗
- Progiciels/solutions applicatives	5 008	4 696 ↘	4 882 ↗
- Services en technologies de l'information	17 279	16 553 ↘	17 264 ↗
dont conseil/ingénierie/intégration de systèmes/formation	11 541	10 570 ↘	10 685 ↗
dont Infogérance/tierce maintenance applicative/traitement/services à valeur ajoutée	5 738	5 983 ↗	6 579 ↗
Autres	10 910	10 800 ↘	10 700 ↘
dont : services télécoms, internet et divers	4 500	4 500 →	4 600 ↗

Source : Pierre Audoin Consultants

Excepté la maintenance, tous les postes budgétaires sont en augmentation en 2004, selon Pierre Audoin Consultants. Les revenus générés en 2004 par l'ensemble de l'industrie informatique sont estimés à environ 37 970 millions d'euros.

► Une croissance des dépenses supérieure pour les entreprises de 1 000 à 5 000 salariés

3,4% de hausse de la dépense informatique des entreprises, après une baisse de 0,2% en 2003, c'est ce que prévoit Forrester Research pour 2004. Le cabinet d'études précise que la plus forte augmentation émane des sociétés de 1 000 à 5 000 salariés (+ 3,8%). Dans les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés), la dépense informatique passera de 5,2% de décroissance l'an dernier à + 2,7% de hausse cette année.

► Une reprise sensible du capital-risque

27% d'augmentation de l'investissement au second semestre 2003. Le dernier indicateur de Chausson Finance (*) indique, en effet, que les montants investis représentent 271 millions d'euros, contre 213 au premier semestre. Mais seules 31% des opérations concernent de nouveaux investissements. L'Association française des investisseurs en capital (Afic) estime que les investissements sont tombés de 7,5 milliards d'euros en 2002 à 4 milliards d'euros en 2003. Selon les observateurs, 2004 devrait être marquée par une reprise du capital-risque en France.

(*) Indicateur qui recense les investissements réalisés chaque semestre par les sociétés de capital-risque françaises dans le domaine des nouvelles technologies.